

Le cinéma documentaire en Afrique

Dominique Jutras

Numéro 46, novembre–décembre 1989

Cinéma documentaire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/24480ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (imprimé)

1923-5097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jutras, D. (1989). Le cinéma documentaire en Afrique. *24 images*, (46), 34–35.

LE CINÉMA DOCUMENTAIRE EN AFRIQUE

PAR DOMINIQUE JUTRAS

Le cinéma documentaire est relativement plus présent dans certains pays en développement que dans nos pays industrialisés. Plusieurs documentaristes d'Amérique latine sont reconnus mondialement: Eduardo Maldonado du Mexique, Santiago Alvarez de Cuba, Fernando Solanas d'Argentine, Eduardo Coutinho du Brésil, etc. Ces cinéastes ont eu le dynamisme, le courage et la force de porter à l'écran leurs visions du monde, dans des contextes politiques souvent difficiles.

Ailleurs, par exemple en Inde, le plus grand pays producteur de films au monde, la réalisation de films documentaires demeure marginale par rapport à l'argent investi dans l'industrie cinématographique.

En Afrique, continent où la production cinématographique est considérée la plus faible au monde, le film documentaire occupe évidemment un champ restreint. Si l'on y regarde de près, la proportion relative entre le nombre de documentaires et de fictions se compare équitablement à celle d'autres continents, dont l'Amérique latine. Aucun de ces films n'a cependant eu de carrière internationale.

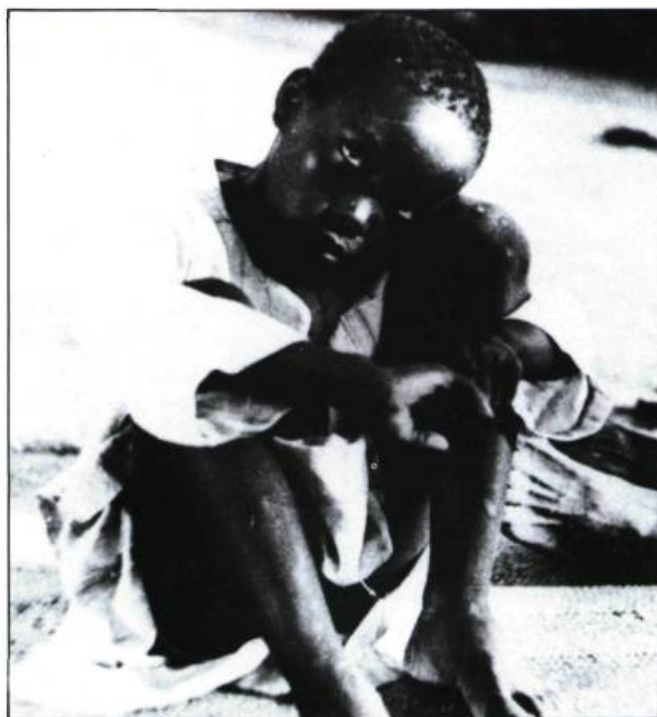
Vus d'ici, les quelques noms de documentaristes africains ayant une consonance familière sont la Sénégalaise Safi Faye et son compatriote Paulin Soumanou Vieyra (décédé en 1987), les Nigériens Mariama Hima, Moustafa Alassane et Oumarou Ganda (décédé en 1981), le Mauritanien Med Hondo, le Burkinabé Idrissa Ouedraogo, le Camerounais Jean-Marie Teno, l'Ivoirien Kitia Touré ainsi que le Centrafricain David-Pierre Fila.

Pour plusieurs cinéastes, le film documentaire est à la fois synonyme d'engagement social et outil d'information. Cet outil, dans la majorité des pays en développement, est sous le contrôle de l'État. Pour cette raison, peu de cinéastes font des films socio-politiques, très prisés en Occident.

UN REGARD NOUVEAU

D'aucuns préfèrent alors produire des documents d'éducation populaire qui seront largement diffusés à l'intérieur du pays grâce — depuis peu, il est vrai — au développement de la télévision. Les objectifs pédagogiques de ces films correspondent au rôle de la télévision qui, selon certains, doit être essentiellement éducatif dans les pays en développement. Le documentaire africain, majoritairement destiné à la télévision, traite presque uniquement des activités rurales, collectives et traditionnelles. Le style y est sobre et dépouillé.

Quelques jeunes cinéastes, certains indépendants, tentent avec de modestes moyens, parfois offerts par les télévisions nationales, de proposer de nouveaux regards. Mais trop souvent ils manquent de ressources financières et le résultat final s'en ressent: absence de plans raccords, bande sonore incomplète ou parasitée de sons incongrus, etc. Autant de handicaps inacceptables pour le marché des pays du Nord.



Nyamanton (*La leçon des ordures*) de Cheick Oumar Sissoko (Mali)

Les pays de la ligne de front, c'est-à-dire limitrophes à l'Afrique du Sud, possèdent le plus grand nombre de réalisateurs de documentaires socio-politiques. Il s'agit souvent de réalisateurs sud-africains dissidents, en exil dans ces pays. Ils ont pour la plupart vécus en Europe et plus particulièrement en Angleterre, ce qui influence le style et la forme de leurs oeuvres. Mentionnons, entre autres, Albie Sachs, Chris Austin, Mark Kaplan, Edwina Spicer. Ces cinéastes réalisent des documents destinés soit aux populations encore sous le joug de l'Afrique du Sud, soit aux télévisions occidentales. Cette volonté d'informer les publics du nord par le cinéma est une expérience unique aux retombées fructueuses.

LE RAPPORT À LA FICTION

Les films de fiction, à cause des sujets qu'ils développent, sont souvent fabriqués par les réalisateurs africains comme des documentaires. Quand le Malien Cheick Oumar Sissoko tourne *Nyamanton (La leçon des ordures)*, on comprend le sens de ce rapprochement. Le traitement du sujet — la vie quotidienne et le travail des enfants à Bamako — sont similaires à ceux du documentariste. Les comédiens du film sont des non-professionnels, le budget se rapproche de celui des documentaires occidentaux, la réalité y est présentée sans grande mise en scène.

Ces cinéastes sont conscients que, pour changer l'image de l'Afrique dans le monde, ils doivent produire des films qui seront diffusés dans les réseaux commerciaux des pays du Nord. Ils reconnaissent également l'importance du documentaire. Selon le cinéaste Gaston Kaboré du Burkina Faso: «Le docu-



*Maman je veux
vivre* de Kitia
Touré (Côte
d'Ivoire)

mentaire doit servir à rétablir la réalité car le tiers du monde n'a pas la possibilité de produire de contre-image.»

Le manque de moyens et de ressources financières impose aux réalisateurs le choix du créneau le plus populaire, celui de la fiction. Ils développent leur expertise dans ce domaine, d'autant plus que le public africain est habitué aux films de fiction déversés par les États-Unis, la France, l'Inde et Hong-Kong. À qui revient alors la responsabilité de produire ces «contre-images» qu'Africains et autres réalisateurs de pays en développement n'ont pas les moyens de produire?

UN MONOLOGUE NORD-SUD

Il n'y a pas l'ombre d'un doute pour la majorité des cinéastes présents au «Documentaire se fête» que les pays du Nord sont avantagés à tous points de vue, même s'ils doivent actuellement se battre de leur côté pour que leurs documentaires passent à la télévision. Cependant les thématiques abordées dans les documentaires canadiens, pour ne citer que ce pays, ne concernent pas l'Afrique. La section française de l'ONF, par exemple, n'a pas produit de films sur le continent africain depuis plusieurs années. Les producteurs privés sont démunis et le plus souvent réduits à ramasser les miettes des agences de coopération internationale pour financer films ou vidéos portant sur des pays en développement, ce qui implique souvent compromis et dépendance. La SOGIC ne veut plus financer de films autres qu'à contenu québécois, et Téléfilm ne démontre que peu d'intérêt pour le documentaire et encore moins pour la coproduction avec les pays africains.

DÉPASSER LE REPORTAGE

Les *Journées du cinéma africain* présentent chaque année à Montréal une sélection de films, dans le cadre du volet «Regard canadien sur l'Afrique et les pays créoles». À cette occasion, des cinéastes africains et créoles sont invités à former un jury. Il transparaît généralement beaucoup de déception dans leurs commentaires à la sortie des projections. Les documents projetés sont majoritairement des reportages dépassant rarement les 20 minutes. Malgré la bonne volonté, l'information que nous produisons sur l'Afrique et sur le monde non occidental en général, est de toute évidence insatisfaisante. Comme le disait un réalisateur: «Il faut se méfier de la prémisse qui tend à associer puissance et connaissance».

La production d'images par et sur les pays en développement est la responsabilité des documentaristes du monde entier. La connaissance du monde dans lequel nous vivons en dépend. Il s'agit là d'un combat commun à mener pour la reconnaissance et la diffusion des images réalisées à travers le monde.

Le documentaire réalisé dans les pays en développement doit atteindre nos écrans. C'est essentiel à sa survie et à notre ouverture d'esprit. D'où l'importance de favoriser les coproductions parce que le documentaire, plus que la fiction, exige une connaissance parfaite et immédiate de son sujet, en plus de bénéficier de ressources financières et techniques extérieures. La collaboration, le travail conjoint, donc la coopération des industries cinématographiques entre le Nord et le Sud, constitue l'une des voies du développement. ■